

4 janvier 2020 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

CONFÉRENCE DE PRESSE DU PRÉSIDENT EMMANUEL MACRON AVEC MATEUSZ MORAWIECKI, PRÉSIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES DE LA RÉPUBLIQUE À VARSOVIE

Merci beaucoup monsieur le Premier ministre, cher Mateusz pour ces mots et je suis très heureux pour ma part d'être avec vous à Varsovie pour ma première visite officielle en Pologne en tant que Président de la République avec pas moins de quatre ministres.

Vous l'avez dit à l'instant, monsieur le Premier ministre, je crois que nous partageons la conviction que c'est un nouveau chapitre de la relation bilatérale et du travail que nous pouvons construire ensemble en Europe qui s'ouvre, que nous avons ensemble préparé et acté par nos discussions d'aujourd'hui. Je ne reviendrai pas ici sur trois sujets que j'ai évoqué ce matin lors de la déclaration de presse avec le président DUDA que sont l'OTAN, la Russie et l'État de droit. Je serai rapide aussi sur beaucoup de sujets de la relation bilatérale que vous avez largement décrite et en particulier les projets d'infrastructures et tout ce que nous voulons intensifier sur le plan des échanges et du commerce. Il y a peut-être trois grands domaines sur lesquels je voulais revenir tout particulièrement dans le cadre des convergences que nous avons ensemble définies.

Le premier c'est en matière de sécurité et de défense. Je l'ai évoqué ce matin rapidement aux côtés du président, mais dans le domaine de la cybersécurité où nous avons signé là aussi un accord important dans les grands projets industriels à venir. Vous l'avez évoqué pour l'un d'entre eux que nous allons regarder ensemble chars de combat, mais aussi pour tout ce que nous souhaitons développer ensemble sur ce volet-là comme sur le terrain des opérations notamment lorsque toutes les conditions seront remplies au Sahel, mais aussi au Liban ou en mer Baltique. Notre souhait est de pouvoir intensifier les coopérations communes et la France a, en la matière, une seule ligne, celle de la sécurité collective de l'Europe, qui place les intérêts de ses partenaires européens au-dessus de tout et qui nécessite d'augmenter les capacités de défense européenne non pas contre l'OTAN mais en complément un renforcement de l'Alliance. Je l'ai largement développé ce matin. Mais pour moi, les projets que nous avons en termes opérationnels et capacitaires en matière de sécurité, de défense dans tous les volets, y compris le cyber, sont un élément important de ce nouveau chapitre. Le deuxième point, c'est le climat et l'énergie. Vous l'avez rappelé, nous avons un extraordinaire défi devant nous. Nous en avons largement discuté lors du sommet de décembre avec nos partenaires européens et le Green Deal mis sur la table par la Commission européenne est un élément essentiel de la stratégie dont nous avons besoin au niveau européen. Là-dessus, nous avons des points de convergence très forts, un mécanisme d'inclusion carbone aux frontières, la volonté d'avoir des mécanismes d'accompagnement. Je veux ici dire que la France ne mésestime pas les efforts que la Pologne va devoir faire et la stratégie que vous avez décidé d'embrasser avec les milieux économiques mais aussi les travailleuses et les travailleurs qui sont impliqués dans des secteurs historiques productifs. Cette dépendance au charbon qui est aujourd'hui la vôtre, si je puis dire, vous ne l'avez pas choisie. Elle est aussi le fruit de l'histoire et nous devons, en tant qu'Européen, regarder cela en face. Et nous devons regarder pourquoi la Pologne en est là, et l'importance des efforts qui sont demandés. C'est aussi pour cela que vous me savez tout à la fois attaché à la stratégie de neutralité carbone - et je sais que nous allons cheminer ensemble sur cette voie - mais également aux bons mécanismes d'accompagnement. Et en la matière, j'en vois plusieurs.

Le premier, c'est évidemment, sur le plan budgétaire, le fonds de transition juste. La France plaidera pour que ce fonds proposé par la Commission soit le plus concentré possible et ciblé sur les régions les moins riches et les plus affectées par la transition. Et ce fonds doit aider au premier chef la Pologne à mener cette transition énergétique et climatique. Ensuite, pour réussir une telle stratégie, nous l'avons là aussi évoqué en décembre, il faut développer des modes alternatifs de production d'électricité que sont les renouvelables et le nucléaire. Et l'Europe a assumé dans son mix d'avoir une place pour le nucléaire. La France, comme vous le savez, a aujourd'hui une large majorité de son électricité qui est produite à base de nucléaire et, avec plusieurs autres pays européens, vous avez décidé de poursuivre votre transition de sortie du charbon en passant pour partie par l'énergie, la production d'électricité par le nucléaire. C'est une stratégie que la France, là aussi, compte accompagner parce que c'est une des énergies décarbonées, c'est même l'énergie non intermittente la plus

decarbonee. Et nous mettrons en place les mécanismes là aussi et les expertises pour permettre d'accompagner la Pologne dans cette transition. Voilà le deuxième levier pour moi, climat/énergie sur lequel je souhaite que nous puissions intensifier nos travaux, sur le plan bilatéral comme sur le plan européen. Le troisième domaine, c'est celui de la politique économique et industrielle.

Nous défendons ensemble l'idée que l'Europe doit poursuivre une vraie politique industrielle qui ne soit pas protectionniste et défensive mais tournée vers l'innovation, les technologies vertes, l'intelligence artificielle notamment et qui soit réaliste dans un monde de prédation et où la souveraineté économique est importante. Nous participons ensemble au projet européen de batteries électriques, vous l'avez rappelé avec l'Allemagne et quatre autres pays et je souhaite que nous puissions poursuivre sur cette voie qui est structurante. Je souhaite aussi que nous lancions ensemble d'autres projets de ce type alliant investissements publics et privés, par exemple sur l'hydrogène. Nous l'avons là aussi longuement évoqué ensemble. Pour cela, nous savons également que l'Europe devra adapter ses outils de politique de concurrence et de politique commerciale pour assurer une réciprocité dans l'ouverture de nos économies entre l'Europe et le reste du monde et nous avons une vision commune sur ce point. De la même manière, nous soutenons les initiatives prises par la Commission il y a maintenant une semaine visant à développer une véritable souveraineté technologique en particulier en matière de 5G. Je crois que c'est un élément clé, là aussi, si nous voulons avoir une politique économique et industrielle commune. C'est aussi dans cet esprit d'équité que nos deux pays soutiennent les initiatives européennes de lutte contre la fraude fiscale qui est un domaine d'expertise majeur de votre pays, ainsi que l'action européenne et internationale pour mettre en place une juste taxation des entreprises numériques et plusieurs autres initiatives que nous accompagnons et je crois que cette volonté d'avoir une juste taxation et de lutter contre toutes les formes de fraude est un élément important, là aussi, d'une vraie politique européenne sur le plan économique et industriel, car cela contribue à renforcer ce que j'appellerai un ordre public économique européen. Voilà sur ces trois domaines ce que je souhaitais rappeler, vous l'avez dit, il y a beaucoup d'autres domaines de coopération sur le plan bilatéral. Nous avons évoqué les sujets scolaires et académiques, les sujets linguistiques et culturels. Je ne veux pas être ici trop long. Avec le Premier ministre, nous avons aussi évoqué les grands dossiers européens d'actualité, la construction d'une relation future avec le Royaume-Uni et je répondrai sur ce point si vous avez des questions mais je crois que nous devons rester unis et fermes en la matière et le cadre financier pluriannuel, vous serez dans quelques jours à Bruxelles pour voir le président du Conseil, Charles MICHEL. Nous souhaitons défendre ensemble plusieurs positions, en particulier la politique agricole commune, car ces deux piliers sont essentiels pour notre Europe. D'une part, pour assurer une véritable souveraineté alimentaire européenne à laquelle nous tenons. C'est en particulier l'objectif du premier pilier et pour assurer aussi la transition que notre agriculture doit faire en termes de verdissement, comme on le dit, et c'est en particulier l'objectif de son autre pilier. Mais avoir une qualité et une souveraineté alimentaire européenne est un point important au-delà des autres sujets que nous aurons à défendre ensemble sur ce volet. Nous avons pu parler également d'élargissement aux Balkans occidentaux ou de questions de migrations où là aussi, notre souhait est de travailler ensemble pour préparer le Conseil européen de mars.

Le point commun aux éléments de cet agenda très complet, c'est au fond que sur chaque dossier, chaque grand projet européen, il ne peut y avoir d'accord durable et viable si la Pologne et la France ne travaillent pas ensemble. Et notre volonté est véritablement d'aller dans ce sens. C'est aussi pour cela que nous voulons à nouveau nous réunir dans les prochaines semaines en format Weimar et intensifier cette feuille de route et cet agenda stratégique que nous venons ensemble de signer. Pour moi, ce déplacement a un tour tout particulier quelques jours après le Brexit, parce qu'il marque aussi notre volonté entre partenaires stratégiques, grandes puissances européennes là aussi, de savoir passer outre des frontières politiques ou géographiques qui s'étaient parfois installées en Europe pour relancer un dialogue productif et rendre notre Europe plus forte, plus souveraine, plus unie. Et je pense aussi que c'est une page importante pour votre pays. Je sais qu'il y a eu, en Pologne, y avoir à l'égard des partenaires européens, parfois, un sentiment d'abandon, historiquement. Ensuite, peut-être un sentiment d'humiliation plus récemment.

Je voudrais qu'il y ait aujourd'hui un sentiment européen plein et entier qui montre qu'on peut conjuguer l'attachement en sa patrie avec la volonté d'avoir une Europe forte qui défend cette souveraineté. Je crois que c'est le rôle de la France que de contribuer à cela et je souhaite que nous puissions ensemble ouvrir cette nouvelle page pour nos deux pays comme pour l'aventure européenne à laquelle je tiens tant.

Merci Monsieur le Premier ministre.